

Rapport financier trimestriel

Période terminée le 31 décembre 2013

Troisième trimestre de l'exercice 2013-2014

Publié le 26 février 2014

TELLETT
Canada



TABLE DES MATIÈRES

1.	TÉLÉFILM.....	3
	NOTRE MISSION.....	3
	NOTRE TRAVAIL.....	3
2.	RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL.....	3
3.	CHANGEMENTS IMPORTANTS.....	3
	PROGRAMMES.....	3
	ACTIVITÉS.....	4
	PERSONNEL.....	4
4.	GOVERNANCE.....	4
5.	GESTION DU RISQUE.....	5
6.	AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS.....	5
7.	ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS.....	5
	DÉPENSES DE SUPPORT.....	5
	FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET D'ADMINISTRATION.....	6
	FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL ET REVENUS.....	7
8.	ANALYSE DES RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE.....	8
9.	ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	9
10.	RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE.....	10
11.	ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2013.....	11
	DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION.....	11
	ÉTAT DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS.....	12
	ÉTAT DES RÉSULTATS.....	13
	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	14
	ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS.....	15
	ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	16
	NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS.....	17
	ANNEXES A ET B - AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	17



1. TÉLÉFILM

Téléfilm Canada est une société d'État fédérale relevant du Parlement par l'entremise du ministère du Patrimoine canadien. La vision de Téléfilm est la suivante : des auditoires de partout exigeant du contenu multi-écrans canadien – accessible partout, en tout temps, sur toutes les plateformes.

Notre mission

La mission de Téléfilm est de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie audiovisuelle canadienne, en jouant un rôle de chef de file par un appui financier et des initiatives alimentant le succès de l'industrie sur les plans culturel, commercial et industriel.

Notre travail

Téléfilm est vouée à la réussite culturelle, commerciale et industrielle de l'industrie audiovisuelle canadienne. Nos programmes de financement apportent une aide financière à des sociétés de production et de distribution canadiennes qui offrent du contenu aux auditoires. Nous mettons en valeur le succès et les talents de l'industrie audiovisuelle canadienne dans des festivals, des marchés et des événements d'envergure régionale, nationale et internationale.

Par ailleurs, Téléfilm administre les programmes de financement du Fonds des médias du Canada (FMC). Nous effectuons également des recommandations au sujet de la certification des coproductions audiovisuelles, en vertu de traités officiels, au ministre du Patrimoine canadien. Notre siège social est situé à Montréal et nous comptons sur trois autres bureaux situés à Vancouver, Toronto et Halifax pour desservir notre clientèle.

2. RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

Ce rapport financier trimestriel est conforme à l'ensemble des exigences de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*¹ établie par le Secrétariat du Conseil du Trésor et aux *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP). Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers pour ce rapport financier trimestriel et, à cet effet, le rapport n'a pas subi d'examen ni d'audit de la part d'auditeurs externes.

3. CHANGEMENTS IMPORTANTS

Programmes

Dans la foulée de l'initiative de la refonte des programmes, Téléfilm a apporté des ajustements au volet des enveloppes fondées sur la performance de son Programme de production. L'objectif principal de cette révision est de reconnaître et de récompenser le succès des compagnies de production ayant produit des longs métrages qui ont connu un niveau de performance exceptionnelle en leur offrant désormais un processus de financement accéléré. Ces nouveaux principes directeurs sont applicables aux demandes de financement déposées à partir du 16 décembre 2013. De surcroît, la Société a renouvelé son Programme de production à micro-budget et ajouté une composante exclusive aux projets autochtones. La Société prévoit appuyer les talents émergents du long métrage par l'entremise d'un maximum de 13 projets dont trois provenant de sa nouvelle initiative autochtone. Ce programme mise sur l'utilisation de plateformes numériques et sur leur potentiel de diffusion et d'engagement des auditoires.

1 : www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=18789§ion=text

3. CHANGEMENTS IMPORTANTS (SUITE)

Activités

La Société a financé au cours du trimestre 17 longs métrages pour un montant de plus de 7,5 millions de dollars. Téléfilm continue aussi d'appuyer et de favoriser la promotion du contenu et des talents canadiens. À cet égard, la Société a mis à la disposition de l'industrie le Pavillon du Canada au MIPCOM, tenu à Cannes en France. Ce pavillon a fait office de place d'affaires pour des dizaines de sociétés canadiennes. L'offre promotionnelle canadienne comprenait entre autres; une présentation de projets multiplateformes, un panel et des activités de réseautage. Rappelons que le MIPCOM est le plus grand marché annuel des contenus de divertissement multiplateformes.

Également, dans le cadre de l'initiative Vue sur le Canada, le film *The Grand Seduction* a été présenté au Gala tapis rouge de la cérémonie d'ouverture de la 24^e édition du Festival international du film de femmes de Saint-Jean, Terre-Neuve. Cette nouvelle initiative promotionnelle nationale de Téléfilm est effectuée en partenariat avec le Fonds des médias du Canada et la Canadian Media Production Association. Elle vise à faire croître la sensibilisation et l'intérêt envers le succès du contenu audiovisuel canadien ainsi qu'à susciter la fierté au sein de l'industrie et partout au pays.

Par ailleurs, l'accessibilité des productions canadiennes est toujours un sujet d'intérêt pour la Société. En ce sens, Téléfilm est fière d'avoir contribué à titre de partenaire à la mise en ligne d'une gamme de films québécois sur la plateforme iTunes, principalement en France mais aussi ailleurs en Europe. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la 17^e édition de l'événement Cinéma du Québec à Paris.

De plus, la Société a tenu à Montréal sa cinquième assemblée publique annuelle et présenté les réalisations de l'exercice 2012-2013, ce qui a intéressé de nombreux membres de l'industrie et des médias. Visitez notre site Web pour parcourir le microsite du rapport et télécharger le rapport annuel complet². Les discours prononcés par Michel Roy, Président du Conseil d'administration, et Carolle Brabant, Directrice générale, et les questions reçues du public sont aussi disponibles par l'entremise de notre site Web³.

Finalement, Téléfilm a collaboré avec la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) et l'Office National du Film (ONF) pour présenter, *Le jour le plus court*⁴, une fête consacrée au court métrage où plus d'une soixantaine de participants (salles de cinéma, centres culturels, associations et bibliothèques) ont organisé des projections gratuites à l'échelle du pays. Plus de 30 courts métrages réalisés ici y ont été présentés. Il s'agissait d'une première en Amérique du Nord pour cet événement qui réunit déjà une vingtaine de pays.

Personnel

La Directrice marketing et communications, Madame Évelyne Morrisseau, a quitté l'organisation en novembre dernier. L'intérim du poste est pris en charge par la Directrice générale, Madame Carolle Brabant.

4. GOUVERNANCE

La gouvernance de la Société s'effectue par le biais des activités du conseil d'administration et de ses comités, ainsi que par le comité de direction présidé par la Directrice générale et ses comités dérivés. Le conseil d'administration, le comité d'audit et des finances ainsi que le comité de planification stratégique et des communications ont chacun tenu une réunion au cours du trimestre. Le comité de direction s'est pour sa part rencontré sur une base bimensuelle. Par ailleurs, le gouverneur en conseil a procédé à la nomination de Madame Corey Anne Bloom au sein du conseil d'administration. Madame Bloom est également membre du comité d'audit et des finances. Également, à titre de membre d'office, le Commissaire du gouvernement à la cinématographie par intérim, Monsieur Claude Joli-Cœur, remplace Monsieur Tom Perlmutter qui a quitté ses fonctions le 31 décembre dernier. Finalement, le conseil d'administration compte un poste vacant.

2 : www.telefilm.ca/rapport-annuel/2012-2013/

3 : <http://www.telefilm.ca/fr/actualites/discours>

4 : <http://www.lejourlepluscourt.ca/>

5. GESTION DU RISQUE

Le comité de gestion des risques a procédé au cours du 2^e trimestre à l'évaluation semestrielle de l'évolution des risques d'entreprise. L'exercice a notamment permis de fournir une rétrospective et un statut sur le niveau des risques et d'identifier ceux devant faire l'objet d'une surveillance accrue et de mesures d'atténuation. Globalement, le niveau de risques est demeuré relativement stable. De plus, la Société procède actuellement à une cartographie des risques de fraude.

6. AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS

La Direction s'efforce de produire une information financière pertinente et conforme aux NCCSP et ce, dans les délais impartis par le Receveur général du Canada, soit en arrêtant les comptes cinq jours ouvrables après la fin du trimestre. À cet effet, la Direction applique des moyens et méthodes qui lui permettent d'identifier les ajustements requis. Ainsi, certains procédés de démarcation applicables aux cycles des comptes payables et recevables, ainsi que certains ajustements concernant le passif au titre des avantages sociaux futurs, n'ont pas été effectués au 31 décembre 2013. L'importance de ces ajustements est jugée négligeable par la Direction, les états financiers rendant, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS

Les tableaux d'analyse présentent des montants arrondis et doivent être analysés en regard des états financiers pour plus de précision.

Dépenses de support

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013

	Budget (M\$)		Réel (M\$)		Écart			
	Annuel	Période	2013- 2014	2012- 2013	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Production	66,1	50,7	38,4	41,3	12,3	24	(2,9)	(7)
Développement	6,0	5,5	6,9	6,0	(1,4)	(25)	0,9	15
	72,1	56,2	45,3	47,3	10,9	19	(2,0)	(4)
Promotion	6,9	5,2	5,2	5,1	-	-	0,1	2
Mise en marché	10,2	7,4	4,3	8,6	3,1	42	(4,3)	(50)
Événements internationaux	2,3	1,7	1,9	1,7	(0,2)	(12)	0,2	12
	19,4	14,3	11,4	15,4	2,9	20	(4,0)	(26)
	91,5	70,5	56,7	62,7	13,8	20	(6,0)	(10)

Nos programmes de financement présentent globalement des dépenses inférieures à nos prévisions financières et à la période comparative. Ces écarts proviennent principalement des programmes d'aide à la production et d'aide à la mise en marché.

D'une part, le budget trimestriel du Programme de production présente une cible clairement ambitieuse qui accentue la position de surplus budgétaire. D'autre part, certaines compagnies détentrices d'enveloppes fondées sur la performance ont utilisées leurs fonds pour des projets en développement, plutôt qu'en production tel que budgétisé. Également, un montant significatif réservé aux enveloppes à la performance, et non utilisé, est maintenant disponible pour le volet sélectif du programme. L'ensemble de ces facteurs contribuent à générer une position de surplus budgétaire. Notons que la Direction prévoit engager l'ensemble du budget de ce programme.

Le Programme d'aide au développement présente pour sa part des dépassements, autant budgétaires qu'en regard des données comparatives. Ces écarts proviennent des compagnies détentrices d'enveloppes fondées sur la performance qui ont utilisé leurs fonds pour financer des projets en développement. Ces montants atteignent près de 1,5 millions de dollars, soit plus du double qu'à pareille date l'an dernier.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS (SUITE)

Le Programme de mise en marché présente, quant à lui, des dépenses inférieures au montant budgétisé ainsi qu'aux données comparatives. L'an dernier, les sociétés de distribution importantes, celles détentrices d'enveloppes fondées sur la performance, avaient été beaucoup plus actives. Ces mêmes entreprises présentent actuellement une baisse de près de 60% de leurs niveaux d'activités en comparaison de l'exercice précédent. Ce secteur d'activité est en effervescence notamment par l'intégration de deux sociétés importantes de distribution résultant en la remise d'un montant significatif au volet sélectif du programme. Pour l'exercice en cours, les sociétés de distribution soumettent leurs projets tardivement ce qui résulte en un ralentissement de nos activités de financement. Basé sur l'analyse des demandes de financement reçues en date de publication du rapport, la Direction estime être en mesure d'utiliser les montants budgétisés pour les fins prévues au programme.

Finalement, nos dépenses reliées à nos activités internationales présentent un dépassement budgétaire et une hausse par rapport aux chiffres comparatifs. Il est important de noter que nos efforts de promotion rayonnent sur plusieurs événements internationaux et font l'objet de changements d'un exercice à l'autre. La Société a mis l'emphase sur la visibilité des oeuvres canadiennes notamment par l'entremise d'une augmentation du nombre de séances de visionnement au Marché du Film à Cannes et par la bonification d'un partenariat promotionnel avec Unifrance. De surcroît, la Société a subi les contrecoups financiers d'une baisse de l'achalandage des sociétés canadiennes de production et de distribution participant au marché MIPTV 2013. Dans ce contexte, la Direction anticipe un léger dépassement budgétaire pour les activités de promotion internationale au 31 mars prochain.

Frais de fonctionnement et d'administration

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013

	Budget (M\$)		Réel (M\$)		Écart			
	Annuel	Période	2013- 2014	2012- 2013	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Salaires et avantages sociaux	19,9	15,1	14,6	14,7	0,5	3	(0,1)	(1)
Location	1,9	1,5	1,5	1,5	-	-	-	-
Technologies de l'information	1,2	1,0	1,0	1,0	-	-	-	-
Honoraires professionnels	2,2	1,5	1,0	1,0	0,5	33	-	-
Amortissement	0,7	0,5	0,5	0,8	-	-	(0,3)	(38)
Voyages	0,6	0,5	0,4	0,4	0,1	20	-	-
Frais de bureau	0,7	0,4	0,4	0,3	-	-	0,1	33
Publicité et publications	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	33	-	-
	27,5	20,8	19,6	19,9	1,2	6	(0,3)	(2)

La Société s'efforce de contenir ses dépenses et à cet égard nos frais de fonctionnement et d'administration présentent une position de surplus budgétaire au 31 décembre. Ces résultats positifs s'expliquent essentiellement par l'entremise d'économies sur la masse salariale provenant de postes vacants et par une baisse des frais de services professionnels encourus. Pour ces derniers, la Direction planifie l'utilisation de services professionnels longtemps d'avance ce qui occasionne dans certains cas des écarts budgétaires temporaires notamment pour les services de consultants informatiques et de vérification interne.

La Société prévoit également le recours à de l'expertise externe dans la réalisation de projets corporatifs visant la réalisation du plan d'entreprise. À cet effet, l'utilisation de ressources internes en complément d'honoraires professionnels a permis des épargnes tangibles. Finalement, d'autres économies ont aussi été obtenues sur la réalisation et la révision de certains projets et sur les activités opérationnelles liées à l'évaluation de scénarios. Finalement, le poste publicité et publications présente un surplus budgétaire qui provient principalement de sommes budgétisées pour les fins de l'assemblée publique, les dépenses ayant été enregistrées sur des natures comptables différentes. Il est à noter que la Direction anticipe globalement des dépenses administratives inférieures au budget annuel établi.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS (SUITE)

En dernier lieu, les dépenses présentent globalement une baisse de 2% en regard des données de l'exercice précédent. La dépense d'amortissement explique cette diminution, ceci en raison de logiciels et licences informatiques qui ont atteint la fin de leur durée de vie utile comptable.

Financement gouvernemental et revenus

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013

	Budget (M\$)		Réel (M\$)		Écart			
	Annuel	Période	2013- 2014	2012- 2013	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Crédit parlementaire	99,9	81,4	74,8	83,2	(6,6)	(8)	(8,4)	(10)
Revenus d'investissements et récupérations	9,0	4,9	7,9	6,8	3,0	61	1,1	16
Honoraires de gestion provenant du FMC	10,1	7,6	7,4	7,6	(0,2)	(3)	(0,2)	(3)
Intérêts et autres revenus	0,1	0,1	0,1	0,1	-	-	-	-
Fonds des talents	0,7	-	0,1	-	0,1	-	0,1	-
	119,8	94,0	90,3	97,7	(3,7)	(4)	(7,4)	(8)

Le financement gouvernemental et les autres postes de revenus présentent des résultats très satisfaisants, bien que le financement gouvernemental, notre crédit parlementaire, affiche une utilisation inférieure à nos prévisions et à l'exercice précédent. Cette baisse s'explique essentiellement par l'entremise de nos engagements de l'exercice qui sont moindre qu'anticipé, autant en regard du budget établi que de l'exercice antérieur.

Les revenus d'investissements et récupérations présentent, pour leur part, un niveau sans précédent en regard des dernières années. Autre élément positif, les revenus enregistrés s'approchent de la cible annuelle, ce qui est excellent compte tenu que la deuxième période de remises de la part des entreprises de production et de distribution s'effectuera en février prochain. Rappelons que l'ensemble de ces revenus sont réinvestis dans nos programmes de financement. L'accroissement des revenus provient majoritairement des remises de projets en mise en marché, notamment de projets à succès tels que, *Goon*, *Blindness* et *Monsieur Lazhar*, qui cumulent à eux seuls plus de 2,2 millions de dollars. Aussi, l'augmentation des revenus en comparaison de l'exercice précédent provient autant d'une hausse des revenus de nos investissements en production que des avances recouvrées pour la mise en marché des longs métrages. Finalement, le Fonds des talents prend son envol notamment par la réception de dons philanthropiques et corporatifs.

8. ANALYSE DES RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE

	Réel (M\$)		Écart	
	2013- 2014	2012- 2013	\$	%
Dépenses de support	15,3	17,1	(1,8)	(11)
Frais de fonctionnement et d'administration	6,0	6,6	(0,6)	(9)
Revenus	3,6	3,2	0,4	13
Crédit parlementaire	23,5	29,6	(6,1)	(21)
Excédent	5,8	9,1	(3,3)	(36)

Les dépenses de soutien à l'industrie présentent une légère baisse en regard du trimestre comparatif. Cette diminution provient de nos programmes d'aide à la production et à la distribution. À cet effet, notre Programme d'aide à la production présente des activités soutenues et comparables au trimestre précédent en terme du nombre de financement. Néanmoins, un seul projet d'importance fait fluctuer les résultats à la baisse. De plus, en comparaison de 2012-2013, les activités en distribution ont été inférieures de près de 50% pour ce qui est du nombre de projets engagés ce qui a aussi résulté en une baisse d'octroi de financement. Tel que mentionné lors de l'analyse des résultats cumulatifs, pour l'heure, les sociétés de distribution soumettent leurs projets tardivement. Il est à noter que ces éléments sont circonstanciels et qu'une recrudescence de nos activités de financement est anticipée d'ici au 31 mars. Le poste des revenus affiche pour sa part une augmentation qui est attribuable à un retour sur investissement significatif provenant du long métrage *The Red Violin*. Finalement, en regard du trimestre comparatif, l'utilisation de notre crédit parlementaire présente une baisse qui provient principalement d'une diminution des versements effectués applicable aux financements relatifs à l'exercice en cours.

9. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	Réel (M\$)		Écart	
	31 déc. 2013	31 mars 2013	\$	%
Actifs financiers				
Montant à recevoir du Trésor	52,2	45,6	6,6	14
Trésorerie - Fonds des talents	0,1	-	0,1	-
Débiteurs	2,7	2,6	0,1	4
À recevoir du FMC	2,4	3,0	(0,6)	(20)
	57,4	51,2	6,2	12
Passifs				
Créditeurs	0,8	2,1	(1,3)	(62)
Prestations spéciales de cessation d'emploi à payer suite à une réduction d'effectifs	-	0,3	(0,3)	(100)
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	25,7	33,7	(8,0)	(24)
Passif au titre des avantages sociaux futurs	3,4	2,3	1,1	48
Actifs financiers nets	27,5	12,8	14,7	115
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	1,6	1,6	-	-
Charges payées d'avance	0,9	1,7	(0,8)	(47)
Excédent accumulé	30,0	16,1	13,9	86

La Société présente une solide position financière démontrée par le niveau de ses actifs financiers nets. La trésorerie, l'actif le plus important, a augmenté depuis le 31 mars par l'entremise des revenus d'investissements et de récupérations enregistrés et non encore utilisés. D'autre part, le solde à recevoir du Fonds des médias du Canada (FMC) présente une baisse qui est reliée à la taxe de vente harmonisée de 13% découlant de la facturation finale comptabilisée au 31 mars 2013, et à des mesures d'efficacité mises de l'avant depuis le début de l'année dans la livraison des programmes de financement du FMC.

Les passifs présentent aussi un ensemble de variations significatives. La diminution des créditeurs s'explique principalement par le règlement des frais courus comptabilisés au 31 mars dernier. À cet égard, la Direction applique à la clôture de l'exercice des procédés de démarcation exhaustifs sur une longue période de temps qui ne peuvent être effectués lors d'un trimestre. Aussi, le règlement des prestations spéciales de cessation d'emploi a été complété. De plus, le poste des obligations relatives aux programmes d'aide financière présente une diminution importante en comparaison du solde au 31 mars. Cette baisse est attribuable au fait que la Société avait réalisé un exercice complet d'octroi de financement au 31 mars 2013 en comparaison d'un exercice partiel de neuf mois au 31 décembre 2013. En effet, d'importantes activités de financement avaient eu cours lors du dernier trimestre de l'exercice 2012-2013. En dernier lieu, le poste du passif au titre des avantages sociaux futurs s'est accru de façon sensible. À juste titre, et suivant la recommandation du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada d'éliminer les indemnités de départ volontaire pour tous les employés fédéraux, la Société procédera au 31 mars prochain au rachat des droits conférés aux employés en vertu de sa Politique de cessation d'emploi.

Finalement, les charges payées d'avance de l'exercice précédent ont été enregistrées aux dépenses de l'exercice et le nouveau solde est attribuable aux loyers du mois de janvier et aux frais relatifs à des événements internationaux qui auront lieu au cours du prochain exercice.



10. RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE

La Société reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'une autorisation parlementaire annuelle. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière peuvent avoir été financés au moyen d'une autorisation parlementaire qui a été approuvée lors d'un exercice précédent ou lors de l'exercice en cours. Le rapprochement fait appel à un calcul qui fait en sorte que certains éléments ne peuvent être reliés directement aux états financiers.

<i>En millions de dollars canadiens</i>	31 déc. 2013	31 déc. 2012
Coût de l'exploitation	76,3	82,6
Rajustements ayant une incidence sur le coût de l'exploitation :		
Amortissement	(0,5)	(0,8)
Avantages sociaux futurs	(1,2)	(0,1)
Rajustements ayant une incidence sur l'utilisation du crédit parlementaire :		
Redressement relatif aux conditions d'admissibilité des dépenses de support	8,0	10,1
Frais de fonctionnement financés par le FMC	(7,4)	(7,6)
Charges payées d'avance administratives au 31 mars	(1,1)	(1,2)
Charges payées d'avance administratives au 31 décembre	0,1	0,1
Acquisitions d'immobilisations	0,6	0,1
	(1,5)	0,6
Crédit parlementaire constaté au 31 décembre	74,8	83,2
Crédit parlementaire disponible pour le trimestre subséquent	25,1	19,8
Crédit parlementaire autorisé	99,9	103,0

Le montant du crédit parlementaire de l'exercice est issu du Budget principal des dépenses de 2013-2014 et d'une augmentation provenant des fonds de la réserve de rémunération du Conseil du Trésor.

11. ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2013**Déclaration de responsabilité de la direction**

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



Carolle Brabant, CPA, CA, MBA
Directrice générale



Denis Pion
Directeur - Administration et Services d'entreprise

Montréal, Canada
Le 26 février 2014



État des résultats trimestriels

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2013

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Annexe	Trimestre terminé le 31 déc.	
		2013	2012
Dépenses de support			
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne			
Aide à la production		7 589	9 013
Aide au développement		3 923	2 296
		11 512	11 309
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger			
Aide à la distribution et mise en marché		2 358	4 415
Promotion		884	1 077
Participation aux événements internationaux		589	296
		3 831	5 788
		15 343	17 097
Frais de fonctionnement et d'administration	A	5 961	6 599
Coût de l'exploitation		21 304	23 696
Revenus			
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada		2 428	2 523
Revenus d'investissements et récupérations		1 176	600
Intérêts et autres revenus		21	25
Fonds des talents		-	30
		3 625	3 178
Coût net de l'exploitation avant le financement		17 679	20 518
Financement gouvernemental			
Crédit parlementaire		23 450	29 654
Excédent		5 771	9 136
Excédent accumulé au début		24 271	20 293
Excédent accumulé à la fin		30 042	29 429

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



État des résultats

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Annexe	Période terminée le 31 déc.		
		Budget Cumulatif	2013 Cumulatif	2012 Cumulatif
Dépenses de support				
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne				
Aide à la production		50 650	38 411	41 304
Aide au développement		5 500	6 938	5 993
		56 150	45 349	47 297
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger				
Promotion		5 195	5 156	5 134
Aide à la distribution et mise en marché		7 400	4 339	8 560
Participation aux événements internationaux		1 670	1 888	1 705
		14 265	11 383	15 399
Frais de fonctionnement et d'administration	B	70 415	56 732	62 696
Coût de l'exploitation		91 145	76 273	82 568
Revenus				
Revenus d'investissements et récupérations				
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada		7 552	7 409	7 586
Fonds des talents		-	100	30
Intérêts et autres revenus		75	70	107
		12 487	15 496	14 534
Coût net de l'exploitation avant le financement gouvernemental		78 658	60 777	68 034
Financement gouvernemental				
Crédit parlementaire		81 440	74 750	83 242
Excédent		2 782	13 973	15 208
Excédent accumulé au début			16 069	14 221
Excédent accumulé à la fin			30 042	29 429

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



État de la situation financière

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	31 décembre 2013	31 mars 2013
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	52 195	45 561
Trésorerie - Fonds des talents	136	36
Débiteurs	2 664	2 572
À recevoir du Fonds des médias du Canada	2 372	2 973
	57 367	51 142
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	797	2 066
Prestations spéciales de cessation d'emploi à payer suite à une réduction d'effectifs	-	336
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	25 684	33 730
Passif au titre des avantages sociaux futurs	3 372	2 250
	29 853	38 382
Actifs financiers nets	27 514	12 760
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles	1 641	1 585
Charges payées d'avance	887	1 724
	2 528	3 309
Excédent accumulé	30 042	16 069

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



État de la variation des actifs financiers nets

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2013

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	31 décembre Budget	31 décembre 2013	31 mars 2013
Excédent	2 782	13 973	1 848
Opérations liées aux immobilisations corporelles			
Amortissement	542	529	1 036
Acquisitions	(600)	(585)	(357)
Autres opérations			
Acquisitions des charges payées d'avance	-	(887)	(1 724)
Utilisation des charges payées d'avance	1 724	1 724	1 875
Augmentation des actifs financiers nets	4 448	14 754	2 678
Actifs financiers nets au début de l'exercice	12 760	12 760	10 082
Actifs financiers nets à la fin	17 208	27 514	12 760

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



État des flux de trésorerie

Pour la période se terminant le 31 décembre 2013

	Trimestre terminé le 31 déc.		Période terminée le 31 déc.	
	2013	2012	2013	2012
<i>En milliers de dollars canadiens</i>				
Activités de fonctionnement				
Excédent	5 771	9 136	13 973	15 208
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Augmentation du passif au titre des avantages sociaux futurs	94	42	1 122	198
Amortissement des immobilisations corporelles	174	254	529	790
	6 039	9 432	15 624	16 196
Variations des éléments financiers hors caisse :				
Diminution (augmentation) des débiteurs	(256)	3 050	(92)	1 533
Diminution (augmentation) du montant à recevoir du Fonds des médias du Canada	38	(98)	601	82
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(263)	417	(1 269)	(55)
Diminution des prestations spéciales de cessation d'emploi à payer suite à une réduction d'effectifs	(14)	-	(336)	(138)
Diminution des obligations relatives aux programmes d'aide financière	(4 180)	(8 380)	(8 046)	(9 814)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	(755)	(514)	837	1 217
	609	3 907	7 319	9 021
Activités d'investissement en immobilisations				
Acquisitions	(357)	(105)	(585)	(105)
Augmentation du montant à recevoir du Trésor et Trésorerie - Fonds des talents	252	3 802	6 734	8 916
Montant à recevoir du Trésor et Trésorerie - Fonds des talents au début de la période	52 079	46 202	45 597	41 088
Montant à recevoir du Trésor et Trésorerie - Fonds des talents à la fin de la période	52 331	50 004	52 331	50 004

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



Notes aux états financiers trimestriels

1. Base de préparation des états financiers

Les présents états financiers trimestriels non vérifiés ont été préparés par la Direction de la Société selon les *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP) en application de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*. Ils doivent être lus en conjonction avec les derniers états financiers annuels vérifiés du 31 mars 2013. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans ces états financiers trimestriels sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels du 31 mars 2013.

2. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2012-2013 ont été reclassés afin de se conformer à la présentation adoptée en 2013-2014.

Annexes A et B - Autres renseignements

A - Frais de fonctionnement et d'administration

	Trimestre terminé le 31 déc.	
	2013	2012
Salaires et avantages sociaux	4 451	4 779
Location, taxes, chauffage et électricité	419	450
Honoraires professionnels	329	557
Amortissement d'immobilisations corporelles	174	254
Voyages et accueil	166	166
Technologies de l'information	164	194
Frais de bureau	164	113
Publicité et publications	94	86
	5 961	6 599

B - Frais de fonctionnement et d'administration cumulatifs

	Budget Cumulatif	Période terminée le 31 déc.	
		2013	2012
Salaires et avantages sociaux	15 087	14 580	14 663
Location, taxes, chauffage et électricité	1 491	1 524	1 447
Technologies de l'information	1 039	982	1 020
Honoraires professionnels	1 459	962	1 035
Amortissement d'immobilisations corporelles	542	529	790
Voyages et accueil	454	388	405
Frais de bureau	392	386	334
Publicité et publications	266	190	178
	20 730	19 541	19 872